

LES FRÈRES MUSULMANS DE 1920 À 2011.

En janvier 2011, la place Tahrir au Caire devient le symbole de la révolution égyptienne. Parmi les forces politiques qui émergent, Les Frères musulmans, organisation fondée 83 ans plus tôt, s'impose comme la première force électorale du pays. La confrérie des Frères musulmans est un mouvement islamiste c'est-à-dire un mouvement qui cherche à faire de l'islam non seulement une religion mais aussi une idéologie politique. Les islamistes veulent fonder l'organisation de la société, du droit et de l'état sur une interprétation rigoureuse de l'islam, souvent lié à la charia. Ainsi comment les Frères musulmans ont-ils évolué d'une confrérie locale à religieuse dans les années 1920 puis vers un mouvement politique transnationale par la législation, la radicalisation idéologique et l'internationalisation dans les années 2010 ? L'évolution de la confrérie peut-être étudiée en trois parties : entre 1928 et 1952 nous étudierons la fondation, l'essor et les premiers conflits de la confrérie; puis entre 1952 et 1980 nous étudierons la radicalisation, la répression et l'internationalisation du mouvement avant de voir son retour dans l'espace public, sa crise et sa réinvention entre 1981 et 2011.

I. Fondation, essor et premiers conflits (1928-1952)

a) Un contexte politique et religieux bouleversé

La naissance de la confrérie des Frères musulmans s'inscrit dans le bouleversement de l'ordre islamique traditionnel après la Première Guerre mondiale. L'Empire ottoman, qui incarnait jusqu'alors une forme d'unité du monde musulman, s'effondre en 1918 et le califat est aboli par Mustafa Kemal Atatürk en 1924, générant un traumatisme profond chez les sunnites. Malgré sa proclamation d'indépendance en 1922, l'Égypte demeure sous tutelle britannique, notamment pour la défense, la diplomatie et le contrôle du canal de Suez, ce qui nourrit un puissant sentiment « d'humiliation coloniale ». C'est dans cette atmosphère d'incertitude identitaire et de remise en cause de l'ordre politique musulman qu'Hassan al-Banna (1906-1949), jeune instituteur, crée en mars 1928 à Ismaïlia, ville du canal de Suez fortement marquée par la présence européenne, la Société des Frères musulmans.

b) Un projet total de réforme sociale et religieuse

Dès l'origine, Hassan al-Banna conçoit la confrérie comme un instrument de réforme globale, morale, sociale et politique, visant à « ramener la société à l'islam véritable » face à l'occidentalisation et à la sécularisation. Il affirme ainsi : « Il n'est pas d'organisation valable des sociétés sans islam, c'est-à-dire sans tribunaux, sans écoles, sans gouvernement exécutif musulmans, appliquant effectivement les injonctions de la Loi de Dieu. » Cette phrase montre que l'islam doit, pour lui, structurer l'ensemble des institutions, et non seulement la piété individuelle. On distingue ainsi l'islamisme frériste du salafisme classique : le salafisme privilégie la purification doctrinale, le retour aux « pieux ancêtres » et la réforme des comportements individuels, avec une certaine méfiance vis-à-vis de la politique, alors que les

Frères musulmans politisent le réformisme musulman et font de la conquête des institutions (écoles, tribunaux, État) une condition du renouveau islamique.

c) Un essor spectaculaire, une organisation disciplinée et les premiers conflits

Le mouvement connaît ensuite un essor spectaculaire : de quelques dizaines de membres en 1928, il passe à environ 2 000 adhérents en 1933, 40 000 en 1934, plus de 200 000 au début des années 1940, et environ 2 millions de sympathisants en 1948. Cet essor s'explique par l'implantation sociale de la confrérie, qui construit des écoles, des dispensaires, des hôpitaux, crée des associations de bienfaisance et offre des services que l'État égyptien peine à fournir, acquérant ainsi une forte légitimité populaire. Parallèlement, la confrérie se dote d'une organisation très hiérarchisée autour d'un Guide général, appuyé sur un bureau de direction et des cellules locales, et développe un « appareil secret » paramilitaire chargé des actions clandestines. Engagés dans la cause palestinienne (soutien à la révolte de 1936, création d'une branche armée en 1945, envoi de volontaires en 1948), les Frères entrent bientôt en collision avec l'État égyptien : le 28 décembre 1948, un membre de l'appareil secret assassine le Premier ministre Mahmoud an-Nukrashi Pacha, puis, le 12 février 1949, Hassan al-Banna est lui-même assassiné, probablement sur ordre du pouvoir. En moins d'un quart de siècle, la confrérie est ainsi passée d'un mouvement de prédication à une organisation de masse, partiellement armée, déjà transnationale et en conflit ouvert avec l'État.

II- Radicalisation, répression et internationalisation (1952-1981)

a) La rupture avec le régime nassérien

Le coup d'État des Officiers libres de juillet 1952, mené par un groupe d'officiers nationalistes dont Gamal Abdel Nasser, renverse la monarchie et ouvre une nouvelle séquence pour les Frères musulmans. Dans un premier temps, des convergences existent entre ces militaires nationalistes et la confrérie, unis par le rejet de la corruption monarchique et de la domination britannique. Mais très vite, Nasser entend construire un État autoritaire et centralisateur, fondé sur l'idéologie du nationalisme arabe et non sur la charia, tandis que les Frères souhaitent faire prévaloir leur vision d'un État islamique. La rupture est consommée après l'attentat manqué contre Nasser à Alexandrie le 26 octobre 1954, attribué à un militant frériste : le régime dissout l'organisation, fait arrêter des milliers de membres (jusqu'à 20 000), condamne à mort certains dirigeants et installe un système policier qui plonge la confrérie dans une longue clandestinité.

b) Sayyid Qutb et la matrice de l'islamisme radical

La répression nassérienne favorise la radicalisation d'une partie du mouvement, incarnée par la figure de Sayyid Qutb (1906-1966), intellectuel devenu le principal théoricien des Frères. Emprisonné et torturé à partir de 1954, Qutb élabore en détention une doctrine de rupture, en affirmant que les sociétés contemporaines, y compris musulmanes, vivent dans une nouvelle *jahiliyya*, une « ignorance préislamique », car elles ne se soumettent pas entièrement à la loi de Dieu. Il insiste sur la *hakimiyya*, la souveraineté exclusive de Dieu, qui rend

illégitime toute législation purement humaine, et justifie le *takfir*, l'excommunication de dirigeants et de sociétés considérés comme apostats, ouvrant la voie à un jihad offensif contre les régimes « impies ». Ses écrits inspireront durablement le djihadisme contemporain (Jihad islamique égyptien, al-Qaïda, puis État islamique), même si la direction officielle des Frères publie en 1969 *Prédicateurs, pas juges* pour prendre ses distances avec l'usage extensif du *takfir* et réaffirmer une ligne plus legaliste et graduelle.

c) De la répression à l'internationalisation : Syrie, groupes dissidents et ouverture sadatienne

Parallèlement à cette évolution idéologique, le mouvement s'étend et se heurte à d'autres régimes autoritaires du monde arabe. En Syrie, les Frères musulmans entrent en confrontation avec le régime baathiste : après une série d'affrontements violents, le soulèvement de Hama est écrasé en février 1982 par Hafez el-Assad dans un massacre qui se solde par des milliers, voire des dizaines de milliers de morts, décapitant la branche syrienne et jetant les survivants sur les routes de l'exil. En Égypte, la répression nassérienne et la radicalisation qutbiste nourrissent des dissidences plus violentes, comme la Gama'a al-islamiya et le Jihad islamique égyptien, qui contestent la ligne legaliste des Frères et prônent la lutte armée contre l'État. L'arrivée au pouvoir d'Anouar el-Sadate en 1970 ouvre une brève parenthèse : cherchant à affaiblir la gauche nassérienne, Sadate libère des Frères et leur accorde une certaine tolérance, tout en inscrivant la référence à la charia dans la Constitution. Mais la direction de la confrérie renonce officiellement à la violence (sauf contre Israël), tandis que les groupes dissidents, inspirés par Qutb, vont jusqu'à assassiner Sadate le 6 octobre 1981, révélant la tension permanente entre islamisme legaliste et islamisme révolutionnaire.

III- Retour politique, accession et chute du pouvoir (1981-2011)

a) Sous Moubarak : semi-légalité, enracinement social et percée électorale

Après l'assassinat de Sadate, Hosni Moubarak (1981-2011) maintient les Frères dans une position ambiguë : officiellement interdits, ils sont néanmoins tolérés comme acteurs sociaux et religieux, le régime les utilisant à la fois comme repoussoir vis-à-vis des Occidentaux et comme soupape de sécurité intérieure. Profitant de cette « semi-légalité », les Frères renforcent leurs réseaux dans les syndicats professionnels (médecins, ingénieurs, avocats), les universités et les quartiers populaires, construisant ce que certains chercheurs décrivent comme des « contre-sociétés islamiques ». Ne pouvant se constituer en parti officiel, ils présentent des candidats « indépendants » aux élections législatives, obtenant en 2005 environ 88 sièges sur 454, ce qui en fait la principale force d'opposition. Dans les années 1990-2000, ils élaborent des programmes politiques mentionnant la démocratie, l'État de droit et les droits des minorités, tout en maintenant un référent islamique, ce qui conduit certains observateurs, comme Xavier Ternisien, à voir en eux une force souvent « centriste » sur les questions économiques et institutionnelles, mais conservatrice en matière de mœurs.

b) Internationalisation et structuration d'une « internationale islamiste »

Au même moment, la confrérie consolide un maillage international, en particulier en Europe et au Moyen-Orient. Des organisations proches des Frères se structurent à l'échelle

européenne, comme la Fédération des organisations islamiques en Europe (FIOE) fondée en 1989, tandis qu'en France l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) devient le principal relais de leur vision de l'islam. Des instituts comme l'Institut européen des sciences humaines (IESH) participent à la formation des cadres religieux, et le Conseil européen de la fatwa, présidé par Youssef al-Qaradawi, joue un rôle d'autorité doctrinale. Parallèlement, le Qatar devient à partir des années 1990 un soutien financier et médiatique majeur : la chaîne Al Jazeera donne une visibilité importante aux figures fréristes, et de nombreux rapports soulignent l'ampleur des financements d'associations et de mosquées liées à la nébuleuse des Frères. Cette internationalisation aboutit à la mise en place d'un « commandement » transnational, le *Tanzim al-Dawli*, qui coordonne les grandes orientations du mouvement entre Le Caire, Doha, Londres ou Istanbul.

c) Révolution de 2011, arrivée au pouvoir puis chute brutale

La révolution égyptienne du 25 janvier 2011, déclenchée par de jeunes activistes souvent non islamistes, affaiblit rapidement le régime de Moubarak et ouvre une phase de transition politique. Les Frères, prudents au début, rejoignent le mouvement et bénéficient ensuite de leur organisation et de leur ancrage pour s'imposer dans les urnes : en juin 2011, ils créent le Parti de la liberté et de la justice, qui obtient environ 47% des sièges aux législatives de 2011-2012, tandis que le parti salafiste al-Nour en obtient près de 25%, ce qui pousse les Frères à « surjouer » la piété face à cette concurrence. Le 24 juin 2012, Mohamed Morsi, candidat frériste, est élu président de la République, devenant le premier président civil démocratiquement élu d'Égypte et marquant l'apogée historique de la confrérie. Cependant, sa gouvernance est rapidement contestée : centralisation du pouvoir, islamisation perçue comme trop rapide des institutions, rédaction controversée d'une nouvelle constitution et dégradation de la situation économique alimentent une vaste mobilisation contre lui. Le 30 juin 2013, des manifestations massives soutiennent l'appel au départ de Morsi, et le 3 juillet, un coup d'État mené par le général Abdel Fattah al-Sissi le renverse. La répression mène à la fuite des frères et à des dispersions sanglantes de sit-ins, des milliers d'arrestations, des condamnations lourdes et le classement des Frères comme « organisation terroriste » dès décembre 2013. Cela plonge à nouveau le mouvement dans la clandestinité et l'exil, refermant une séquence brève mais décisive où la confrérie était passée, en moins de deux ans

L'histoire des Frères musulmans de 1928 à 2011 montre la trajectoire singulière d'un mouvement passé en moins d'un siècle d'une petite confrérie de prédication à une organisation islamiste transnationale, capable de gouverner, brièvement, l'État le plus peuplé du monde arabe. Cette trajectoire met en lumière les tensions constitutives de l'islamisme des Frères musulmans, entre modulation et rupture, national et transnational, social et étatique ; et explique en partie pourquoi, malgré leur défaite politique en Égypte, leur modèle continue de peser sur les débats contemporains autour de l'islam politique dans le monde arabe et en Europe. L'évolution Des Frères musulmans posent donc une question suggérée par Stéphane Lacroix : L'islamisme constitue-t-il une « radicalisation de l'islam » ou une « islamisation de la radicalité » ?